



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 18 septembre 2009

## **Quiconque rejette le libre-échange est prié de se taire**

**La Chambre d'agriculture (CSA) de l'Union suisse des paysans (USP) a adopté une résolution qui demande au Conseil fédéral de se positionner clairement en faveur de l'économie agro-alimentaire nationale. Elle estime qu'il est troublant de voir que des représentants d'entreprises de transformation, qui rejettent l'Accord de libre-échange agricole (ALEA) avec l'UE, n'osent plus s'exprimer négativement sur cet accord par peur de perdre des contrats. La position dominante de quelques enseignes du commerce de détail constitue une entrave à la liberté d'expression. Les membres se sont par ailleurs consacré à la difficile discussion de la situation sur le marché du lait. Il on adopté un résolution mandatant l'interprofession du lait de prendre une décision urgente en matière de gestion des quantités.**

À l'issue de la réunion de ce jour de la chambre d'agriculture, l'USP a voulu tenir une conférence de presse pour signaler que l'agriculture n'est pas la seule concernée par l'ALEA avec l'UE. En effet, nous voulons montrer que précisément les entreprises de négoce et de transformation de l'industrie agroalimentaire axées sur le marché intérieur seraient balayées et que l'ensemble du marché agroalimentaire suisse serait affaibli. On s'est aussi rendu compte que ces entreprises n'osent (plus) s'exprimer librement contre l'ALEA par peur de perdre des contrats. Diverses sociétés, qui par le passé déclaraient ouvertement être opposées à un ALEA avec l'UE, se sont tues. La position dominante de quelques enseignes du commerce de détail se manifeste ici de façon détestable. Ainsi, l'USP a enregistré un grand nombre de refus, et pour finir, d'autres entreprises qui avaient pourtant donné leur accord se sont dédités. L'USP juge cette situation très inquiétante, en particulier dans une vielle démocratie comme la nôtre!

### **Un accord de libre-échange agricole n'amène rien à personne**

La Chambre d'agriculture de l'Union suisse des paysans (USP) s'est penchée à nouveau sur les répercussions qu'aurait l'ouverture des frontières sur l'agriculture suisse. Des calculs actualisés montrent que l'aboutissement des négociations à l'OMC ainsi qu'un accord de libre-échange agricole (ALEA) avec l'UE diviserait par deux le revenu des familles paysannes, lequel est déjà très bas. En Suisse, le contexte de prix élevés, la sévérité de la réglementation, l'étroitesse de la marge de manœuvre ainsi que les conditions topographiques font qu'il serait impossible, pour la grande majorité des exploitations suisses, de faire face à la concurrence étrangère bon marché.

Le Conseil fédéral a certes demandé que soit élaborée une série de mesures d'accompagnement destinées à atténuer les conséquences de l'accord. Cependant, on s'aperçoit déjà que ces mesures engloutiraient plusieurs milliards de francs, c'est-à-dire que ce montant est tellement élevé qu'il remet en cause l'intérêt économique de la chose. Les réserves prévues à cet effet ne sont rien moins qu'une vague promesse, et en aucun cas une véritable tirelire. À cela vient s'ajouter la convoitise des échelons en aval. Les entreprises de transformation et de négoce, qui non seulement soutiennent le libre-échange, mais encore l'appellent de leurs vœux, exigent même des mesures d'accompagnement en contrepartie. Même d'un point de vue strictement économique, l'accord de libre-échange agricole ne s'impose pas, comme l'a expliqué le professeur d'économie, Mathias Binswanger, de la Haute Ecole Spécialisée de Suisse occidentale devant la chambre d'agriculture. Il considère l'ALEA comme un projet qui n'apportera pas plus de bien-être, mais profitera à quelques-uns et sera néfaste pour le plus grand nombre. Parmi les perdants, il y aura les paysans suisses, les transformateurs du premier échelon (laiteries, moulins) et pour finir les consommateurs.

Les membres de la chambre d'agriculture ont adopté une résolution qui demande au Conseil fédéral d'élaborer et de mettre en place une stratégie clairement favorable au secteur agro-alimentaire national au lieu de vendre celle-ci pour une bouchée de pain. La sécurité de l'approvisionnement en denrées alimentaires saines sera dans le futur l'un des enjeux majeurs de l'humanité.

**Marché du lait: La chambre exige une gestion des quantités**

Les membres de la Chambre se sont intensément consacrés à l'actuelle et très difficile situation du marché laitier. Ils ont adopté, sans avis contraire, une résolution mandatant l'interprofession du lait de prendre des mesures immédiates de gestion du lait de ligne, en accord au modèle esquissé par les Producteurs suisses de lait.

*Renseignements:*

*Sandra Helfenstein, porte-parole de l'USP, tél. 079 826 89 75*

*[www.sbv-usp.ch](http://www.sbv-usp.ch)*